

Conjoncture agricole

Avertissement : la viticulture et les cultures légumières ne sont pas traitées pour des raisons de contrainte interne. L'analyse de ces deux productions sera intégrée dès que possible.

Les effets de la crise de la Covid-19 sur les filières agricoles demeurent variables selon la saisonnalité de la production, les circuits de commercialisation et l'évolution des habitudes d'achats des consommateurs. L'impact est globalement négatif avec des filières en situation de crise durable en Pays de la Loire. L'évolution des marchés notamment RHD demeure toujours incertaine en raison de la persistance de la crise et des mesures sanitaires mises en place.

Les coûts des intrants poursuivent globalement leur recul, mais le prix de l'alimentation animale progresse.

La collecte régionale de lait de vache est en légère hausse en 2020, mais les prix s'infléchissent par rapport à 2019 en conventionnel. En viande bovine, la consommation de VBF progresse et soutient les cours des femelles allaitantes, mais le prix des jeunes bovins reste bas. En volailles, certaines filières demeurent très impactées et les prix sont sous pression sur le marché des œufs de consommation. Sur le marché de la viande porcine, la tendance haussière des cours arrive tardivement, malgré la forte demande asiatique. La collecte de lait de chèvre a progressé dans un contexte de demande dynamique. En production ovine, le niveau des prix reste élevé pour la période.

En grandes cultures, les marchés sont fermes sur fond de demande dynamique et d'adversité climatique. L'activité des filières horticole et pépinière a été impactée par l'épidémie de Covid-19, mais l'année 2021 a bien démarré. En pomme de table, les prix sont soutenus dans un contexte de baisse des volumes.

Intrants : des prix en recul de 2,3 % sur un an

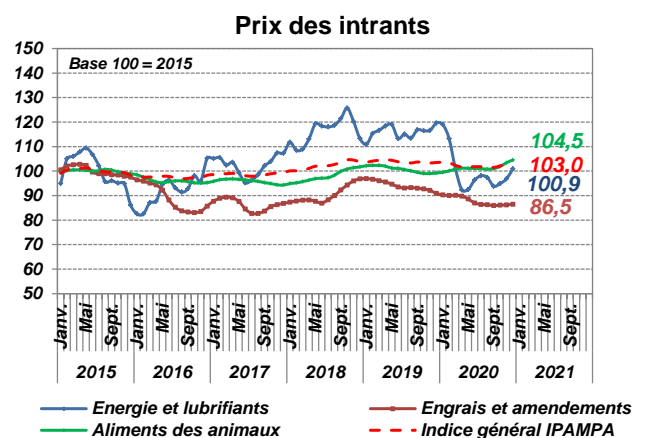
La baisse du prix des biens et services de consommation courante (en moyenne cumulée sur douze mois), résulte principalement du recul du prix de l'énergie, et des engrais.

Le prix du pétrole a fortement chuté depuis mars 2020 du fait de la pandémie de la Covid-19. En moyenne annuelle, le prix du gazole non routier a ainsi perdu 25 % de sa valeur en un an.

Le prix des engrais a baissé de 7 % sur la même période, en particulier les engrais azotés (-9 %). Le prix des aliments pour animaux a par contre légèrement progressé (+0,6 %), avec une tendance haussière pour le tourteau de soja (+6,7 %) et les céréales (+1,2 %), mais baissière pour les autres matières premières, telles que les pulpes par exemple (-1,9 %).

Les biens et services ainsi que les frais généraux voient leurs coûts augmenter modérément (+0,9 %

et +0,7 %). Le prix des produits de protection des cultures s'est au contraire contracté de 2,6 %.

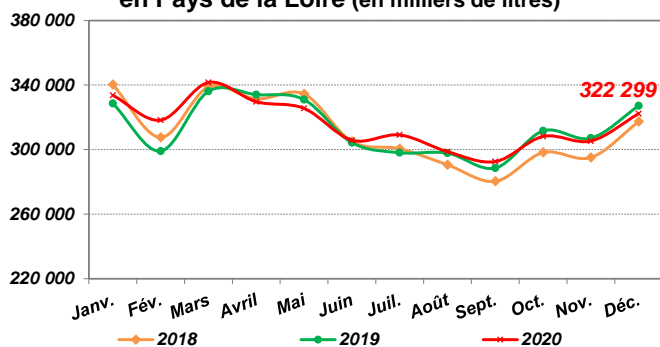


PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : INSEE

Lait de vache : collecte régionale en légère hausse sur un an

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en milliers de litres)



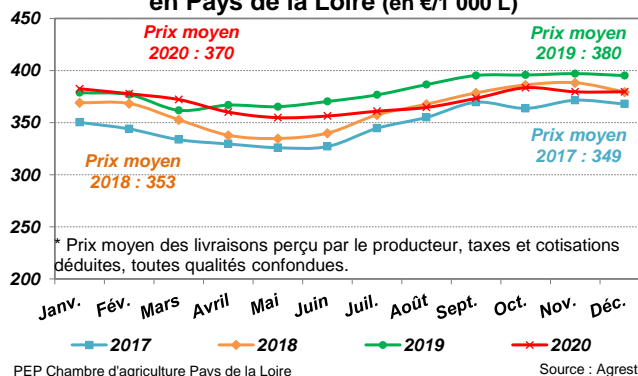
Sur l'année 2020, la collecte ligérienne a progressé de 0,7 %, soit une évolution proche de la tendance nationale (+0,5 %). Mais le dernier trimestre a été marqué par un ralentissement des livraisons, en lien notamment avec l'érosion du cheptel de souche.

En janvier 2021, le cheptel est inférieur de 2,5 % à son niveau de l'année précédente, et la collecte nationale accuse un repli de 3,8 % par rapport à janvier 2020.

En Europe, la collecte s'est accrue de 1,4 % sur un an, avec une stabilité en Allemagne, tandis que la dynamique est toujours là en Pologne (+2,2 %), en Irlande (+3,5 %) et en Italie (+4,3 %).

A l'échelle mondiale, la consommation se maintient et les transactions sont en hausse, ce qui entraîne une fermeté du cours des commodities laitières (beurre, poudre). Le prix des fromages européens s'est bien maintenu sur les six derniers mois, par suite de la bonne tenue des exportations (+2 % en 2020).

Evolution mensuelle du prix* du lait en Pays de la Loire (en €/1 000 L)



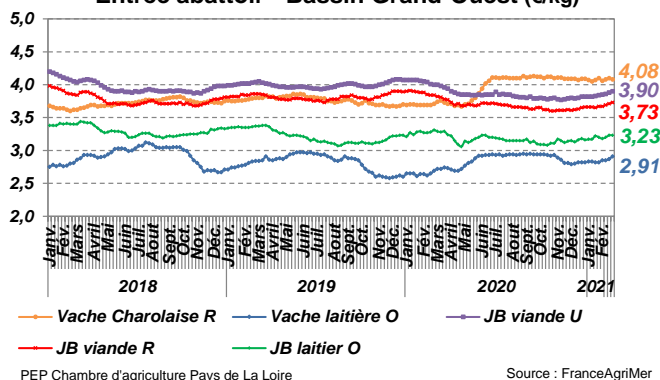
Le prix moyen payé au producteur en Pays de la Loire (toutes qualités confondues) s'est établi à 370 €/1 000 litres sur douze mois, en baisse de 2,6 % par rapport à l'année précédente. La baisse concerne surtout le lait conventionnel (-3,1 %), alors que le prix du lait biologique s'est maintenu (à 477 €/1 000 litres). La production de lait biologique représente aujourd'hui 6 % de la collecte régionale.

Depuis janvier, l'accord commercial consécutif au Brexit est entré en vigueur, et aucun droit de douane ne s'applique aux produits laitiers échangés avec le Royaume-Uni.

C'est un soulagement pour l'Union européenne et pour la France, qui réalisent respectivement 18 % et 17 % de leurs exportations laitières vers le Royaume-Uni, même si les déclarations douanières désormais obligatoires, entraînent un léger surcoût sur les frais de port.

Viande bovine : progression de la consommation de VBF en 2020

Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



Le cours du jeune bovin reste bas malgré une remontée liée à la demande allemande qui relance les exportations. En semaine 8, le cours atteignait 3,90 €/kg, soit une baisse de 3 % par rapport à 2020.

Les abattages de jeunes bovins s'affichent à la hausse en ce début d'année (+2 %/2020) reflétant un marché redevenu plus fluide par rapport aux difficultés de la fin d'année 2020. S'agissant des échanges, les exportations ont diminué de 4 % en 2020 par rapport à 2019, malgré une progression de 7 % en décembre 2020 comparé à décembre 2019 (sous l'influence des ventes vers l'Allemagne). Les importations françaises continuent de baisser en 2020 de l'ordre de -15 %/2019 (-16 % en décembre 2020 par rapport à décembre 2019).

En femelles, la demande de viande bovine d'origine française continue de soutenir le cours des vaches de réforme allaitantes. En semaine 8, le cours de la vache Charolaise s'élevait à 4,08 €/kg, en hausse de 11 % par rapport à 2020. Conséquence de la faible demande en RHD depuis le dernier confinement et de la mise en place des couvre-feux, on observe un report vers la consommation à domicile qui profite à l'origine française. En effet, la consommation de viande bovine calculée par bilan a chuté de 2,9 % en France en 2020

(cumul sur douze mois), alors que la consommation de viande bovine française est estimée en hausse (+1 %/2019). La consommation des ménages progresse quant à elle, notamment en viande hachée (+19 % pour le frais et +25 % pour le surgelé) en janvier 2021 par rapport à janvier 2020.

Les cours du maigre restent faibles et inférieurs aux années antérieures. Les exportations pourtant dynamiques en fin d'année (+16 %/2019) ne

compensent pas le retard du printemps (-2 % en 2020 par rapport à 2019).

Dans la continuité de la fin de l'année 2020, les prix des veaux de boucherie se stabilisent (recul de la production, reprise de la consommation et accélération des abattages depuis cet automne).

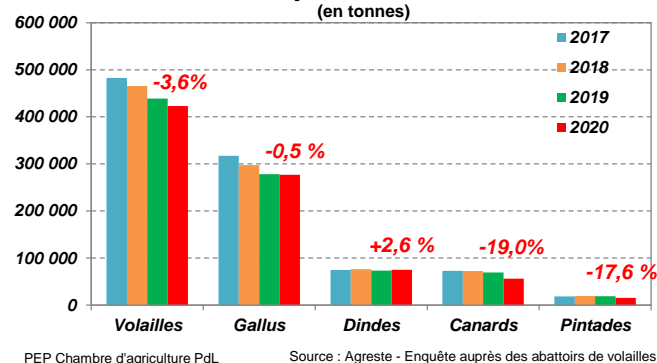
L'inquiétude pèse sur la hausse du coût des matières premières. Une campagne visant à soutenir la consommation est organisée par l'Interprofession sur le premier trimestre 2021.

Volaille de chair : résilience face à la pandémie de la Covid-19 mais des filières de productions impactées

Certaines filières de la volaille française ont pu faire face aux événements sanitaires, mais d'autres productions ont sévèrement souffert de cette situation inédite. S'ajoute à cela la grippe aviaire, affectant particulièrement l'activité dans le Sud-Ouest. La Chine a de ce fait fermé ses frontières aux volailles françaises.

canards, la production a baissé de 14 % sur l'année comparé à 2019. Les exportations de foie gras sont aussi estimées en baisse, de 25 % en 2020. Cependant, les abattages de poulets ont augmenté d'environ 1 % sur cette même période. En Pays de la Loire, la dynamique est assez proche de celle de la France. La production de canards a fortement diminué (-19 %), et celle des Gallus est restée stable par rapport à 2019. La production de dindes a néanmoins, connu une meilleure conjoncture qu'au niveau national, avec une hausse de 3 %.

Abattages de volailles en Pays de la Loire
Cumul janvier à novembre
(en tonnes)

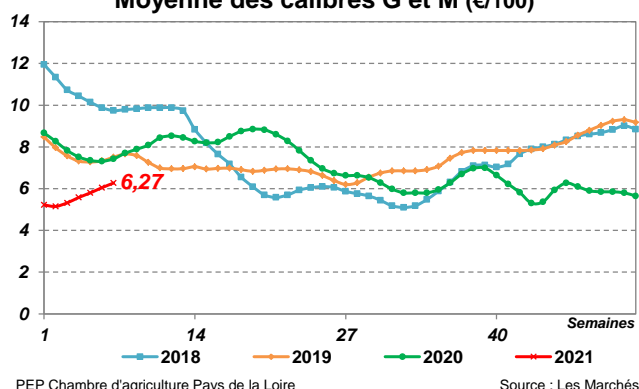


Les abattages français de volailles sont en baisse de 1,5 % sur les dix premiers mois de 2020 par rapport à 2019. Ce recul est principalement dû à la diminution des abattages de canards et pintades, subissant la fermeture de la RHD. Même si les fêtes de fin d'année ont été une période propice pour la consommation de

Du côté de l'Union européenne, une légère hausse des abattages de volailles (+0,3 %) a été constatée sur les dix premiers mois de 2020. Cette tendance est due à l'augmentation des abattages de dindes en Pologne, Espagne et Italie. Le secteur de la volaille européenne s'est vu fermer des marchés à l'export en 2020, à cause de la pandémie. La Pologne et la Roumanie ont traversé une période difficile pour la filière avicole. Sur les dix premiers mois de 2020, le solde commercial français se détériore avec une baisse des exportations plus importantes que celles des importations. Cela est plus particulièrement vrai pour les échanges commerciaux réalisés avec l'UE (accroissement du déficit commercial de 16 200 tonnes). Le solde des échanges avec les pays tiers demeure positif, et s'améliore même (+17 800 tec) en raison de la baisse importante des importations.

Œufs de consommation : pression sur les prix

Cotations des œufs de consommation TNO
Moyenne des calibres G et M (€/100)

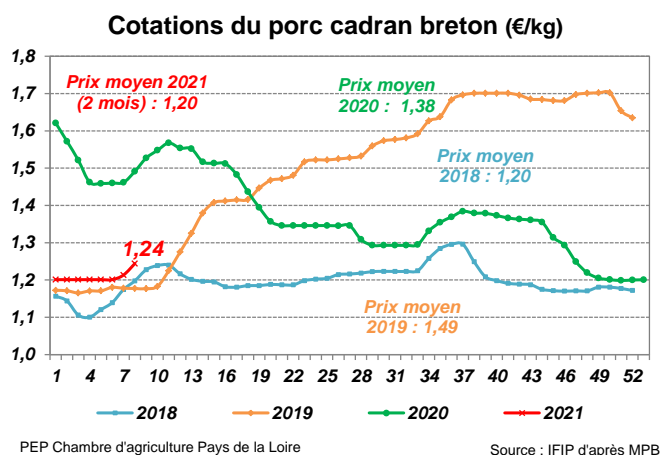


La production française a atteint 14,5 milliards d'œufs en 2020, en hausse de 7,4 % par rapport à 2019. En raison de la pandémie de la Covid-19, le marché de l'œuf a réorienté ses volumes destinés à la RHD vers la GMS. La consommation d'œufs coquille a ainsi augmenté chez les ménages français. Toutefois, les dynamiques de gammes ont connu des évolutions en 2020. Les œufs Label Rouge, Agriculture Biologique et Plein-air ont connu davantage d'achats que précédemment, alors que l'œuf issu de poules en cage l'a moins été. A noter aussi, la production d'œufs de consommation pour janvier 2021 est de 1,23 milliards, en hausse de 7,1 % sur un an.

La conjoncture s'est cependant dégradée dans ce contexte de progression des volumes et de perturbation des marchés par la crise de la Covid-19. Le deuxième semestre 2020 a été témoin d'une baisse des cotations. En décembre le prix de l'œuf était inférieur à la moyenne 2015-19, alors que le coût de

l'alimentation d'une poule pondeuse est au plus haut depuis 2014, du fait de la hausse des cours céréaliers. C'est pourquoi la filière amont demande une revalorisation aux distributeurs. Mais les négociations piétinent, l'offre abondante joue en faveur de l'aval.

Viande porcine : tendance à la hausse sur les cours du porc



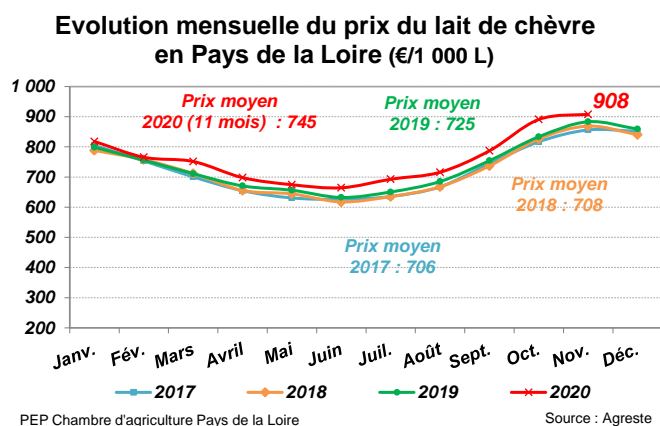
L'année 2020 s'est achevée sur une grande stabilité des cours du porc, autour de 1,2 €/kg en France. Le prix moyen en 2020 s'est élevé à 1,39 €, en baisse de 7,1 % comparé à 2019. Pourtant, dans la continuité de 2019, la demande chinoise a été très soutenue en 2020, mais la pandémie de la Covid-19 a perturbé le commerce et les circuits de consommation, affectant fortement les cours du porc. En outre, l'apparition de la FPA en Allemagne en septembre a accentué ce recul des prix, avec un écoulement des viandes allemandes à prix ultra compétitif sur le marché européen. Les importations chinoises de viandes fraîches et congelées ont progressé de 115,8 % en 2020 et celles de coproduits de 23,2 %. De nombreux exportateurs,

notamment l'UE, se sont positionnés sur ce marché très concurrentiel. Les exportations européennes ont augmenté de 12,9 % et de 45,2 % spécifiquement vers la Chine, avec l'Espagne en tête du commerce. Les exportations françaises se sont aussi accrues vers la Chine, mais se sont réduites en volume toutes destinations confondues. Elles ont néanmoins progressé en valeur (+6 %).

La crise sanitaire engendrée par la pandémie de la Covid-19 a lourdement impacté les circuits de consommation : la RHD subit un très net repli quand les achats des ménages français progressent. Sur dix mois en 2020, les achats en porcs frais hors élaboré ont augmenté de 7,2 %. La hausse a été de 4,9 % pour la charcuterie. Globalement sur l'année 2020, la consommation totale de porc (à domicile et hors domicile) a baissé de 0,9 %.

Les cours du porc sont restés stables jusqu'à mi-février 2021. Et la tendance haussière observée partout dans l'UE arrive enfin en France, face à un prix de l'aliment qui n'a cessé d'augmenter ces derniers mois. Cette situation provoque un effet ciseau des prix très défavorable aux éleveurs. L'année débute dans un contexte d'exportations vers l'Asie toujours soutenues et concurrentes. La FPA en Allemagne, au-delà de la pression sur les prix européens qu'elle engendre, induira un recul de production dans le nord de l'UE. Egalement, le Brexit ne devrait pas être sans conséquences.

Lait de chèvre : une collecte en progression



L'année 2020 enregistre une hausse de collecte en lait de chèvre. Cette hausse a atteint +3,9 % pour la collecte nationale. Elle s'est révélée encore plus

dynamique en Pays de la Loire avec une progression de +5,8 % comparé à 2019 (102,2 millions de litres collectés). Les importations ont reculé de 22,2 %. Ainsi, au total, les disponibilités pour l'industrie laitière sont restées stables entre 2019 et 2020. Les importations n'ont représenté que 10 % de l'approvisionnement des laiteries.

Les fabrications de fromages de chèvre sont demeurées stables (+0,5 %/2019), les fromages affinés à la pièce ont connu une belle progression quand les fromages à la coupe ont vu leur volume diminuer. Les achats des ménages de fromages de chèvre ont été particulièrement dynamiques (+7 % sur onze mois en 2020), la pandémie de la Covid-19 ayant perturbé les circuits de consommation (fort recul en RHD). Les exportations se sont réduites de 10 % sur l'année 2020. Là encore la pandémie de la Covid-19 a

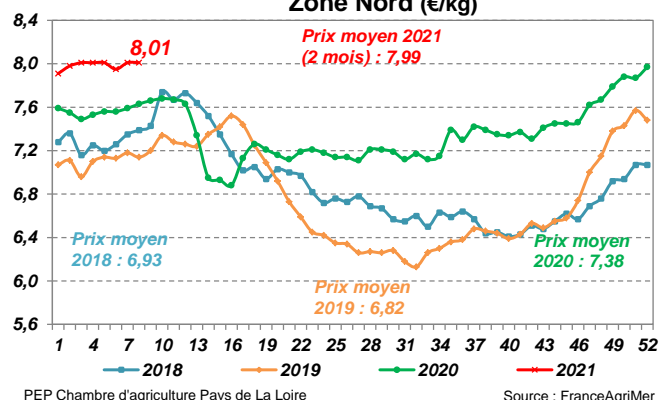
affecté le commerce et les laiteries ont privilégié le marché français.

En lait de chèvre biologique, la collecte a progressé de 33 % : 17 millions de litres collectés en France dont un quart en Pays de la Loire. Les fabrications de fromages frais de chèvre biologique ont été très soutenues (+23 % en 2020) ainsi que des autres fromages de chèvre biologique (+35,6 %).

En filière chevreau, la situation reste délicate. Les stocks de viande congelée constitués lors du premier confinement au printemps ont impacté lourdement les cours du chevreau. Ils ont toutefois été partiellement écoulés au second semestre. Les exportations, particulièrement vers le Portugal, ont été dynamiques en seconde partie d'année et les ventes de viande de chevreau ont été soutenues en période de Noël. Toutefois, la période de Pâques s'avère extrêmement tendue, les prix annoncés par les abatteurs étant très en deçà de ceux habituellement pratiqués.

Viande ovine : cours de l'agneau soutenu en ce début d'année

**Cotation régionale agneaux 3 (couvert)
16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir
Zone Nord (€/kg)**



Le niveau de prix de l'agneau français reste élevé pour la période (8,01 €/kg en classe U en semaine 8) avec l'approche de Pâques qui en général fait repartir les cours à la hausse. L'offre (production française et importations) est cependant limitée face à une consommation de viande ovine pourtant baissière (-6 % par rapport à 2019).

En 2020, la production nationale recule de 1 % par rapport à 2019 mais serait légèrement plus dynamique depuis début janvier 2021 par rapport à l'année dernière.

Les importations françaises sont en baisse de 10 % en décembre par rapport à 2019 malgré une progression de l'origine espagnole (+26 %) marquée par l'importation d'agneaux vifs. Elles reculent assez sensiblement en provenance de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de l'Irlande. En janvier 2021, elles restent modérées en raison des niveaux de prix très élevés au sein de l'Union-européenne.

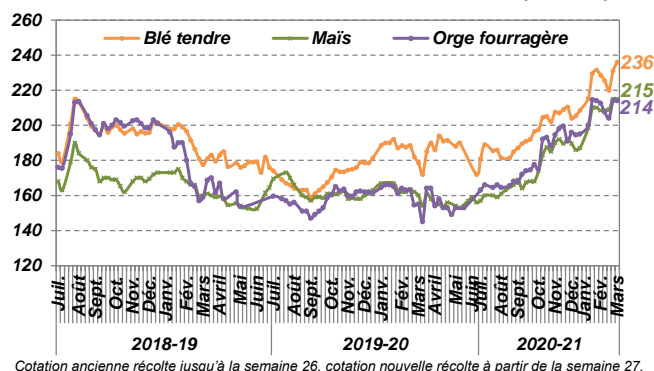
En 2021, au niveau international, malgré la baisse de disponibilités de viande ovine chez les principaux producteurs mondiaux, qu'ils soient européens ou océaniques, le marché européen devrait être relativement stable.

A noter en 2021, l'entrée en vigueur du volet commercial du Brexit et ses nouvelles formalités entraînant un recul de la production et des exportations britanniques.

Grandes cultures : fermeté des marchés

Céréales : un marché dynamique

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



Les marchés des céréales sont soutenus depuis quelques mois. Trois principaux facteurs expliquent cette tendance.

Tout d'abord, la demande mondiale en blé, maïs et orge est dynamique, tirée entre autres par l'importante consommation chinoise. L'USDA prévoit en effet un niveau d'importation de la Chine sensiblement plus important. Elle doit contrôler l'inflation sur son marché intérieur, et assurer le besoin en alimentation des élevages qui se reconstituent après la grippe porcine.

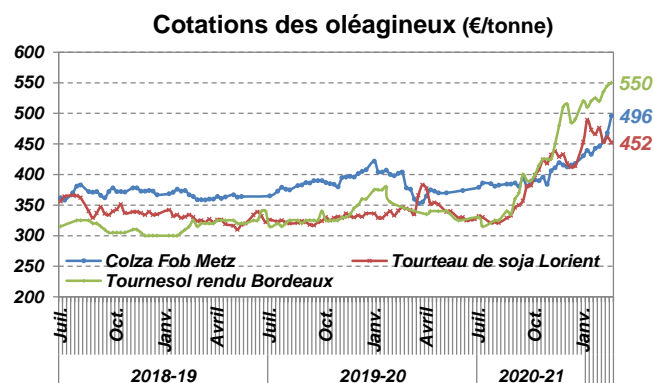
Par ailleurs, l'annonce faite en janvier par la Russie d'une taxe à l'export sur le blé, le maïs et l'orge, a provoqué une tension sur les prix. Cette taxe mise en place depuis le 15 février sera maintenue jusqu'au 30 juin, et pourrait être flottante à partir du 2 juin. Une restriction à l'export qui a pour but de réorienter la production du pays vers sa consommation intérieure. Cette politique commerciale russe devrait constituer une opportunité pour les autres pays exportateurs et maintenir les prix élevés.

Enfin, les prévisions à la baisse des récoltes ont apporté des tensions sur les rapports offre/demande de céréales. Le rapport USDA de janvier a contribué à la hausse des prix, estimant les récoltes de céréales moins bonnes que lors de sa précédente publication. Puis, à partir de mi-février, les mauvaises conditions climatiques sur le continent Américain ont fait craindre des moissons plus faibles et provoqué une augmentation des cours du blé tendre et de l'orge fourragère.

Oléagineux : les cotations s'envolent

Les prix des oléagineux sont à des niveaux presque record. La cotation du colza connaît une ascension depuis janvier, et avoisine les 500 €/tonnes fin février. Cette hausse s'explique par une forte demande et des stocks très faibles. Les stocks de colza n'ont pas connu en France de niveau aussi faible depuis la campagne 2003-04. La France et l'Europe n'ont d'autre choix que d'importer. Le prix du colza profite aussi des tensions sur le marché du soja, et suit le cours de cette graine.

Les incertitudes sur les récoltes de soja en Argentine et au Brésil, subissant des aléas climatiques, ont grandement participé à l'envolée des cours. De plus, les Etats-Unis ne peuvent plus répondre à la demande internationale de soja, le pays est en passe d'atteindre le seuil d'exportation fixé par l'USDA.



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Horticulture et pépinière : une demande soutenue pour le végétal

En 2020, l'activité horticole du printemps a été fortement perturbée par la pandémie de la Covid-19. Le secteur des fleurs coupées a été très impacté, travaillant avec des marchandises peu stockables. Heureusement, la fête des mères a été épargnée et les ventes ont été soutenues pour les fêtes de fin d'année. L'année 2021 a bien débuté avec une excellente Saint Valentin. D'autres secteurs horticoles ont été affectés par des non ventes pour les fêtes des rameaux et de Pâques en 2020. A contrario, les horticulteurs positionnés sur les plants potagers ont réalisé de belles ventes, l'attrait des Français pour le jardinage ayant explosé lors du confinement du printemps. Et globalement l'automne s'est avéré correct en horticulture même si des magasins ont dû détruire des marchandises (deuxième confinement).

En pépinière, ceux travaillant avec la distribution ont subi des retards, des annulations ou des reports de commande, mais le bilan 2020 reste bon. Les pépiniéristes travaillant avec les paysagistes et les

collectivités sont en progression d'activité : demande soutenue et moins d'intervenants sur le secteur. Une année 2020 plutôt très correcte pour la pépinière avec une activité automnale particulièrement bonne.

Sur ce début d'année 2021, les entreprises horticoles ont bien remis en production. Les gelées de février laissent prévoir des besoins pour remplacer des plantes qui ont souffert du gel. Les incertitudes sur un éventuel confinement au printemps préoccupent la filière. S'il devait y avoir un confinement, est-ce que le végétal serait considéré comme un produit de première nécessité ? En pépinière, la forte demande en fruitiers et petits fruits pourrait tendre le marché au printemps.

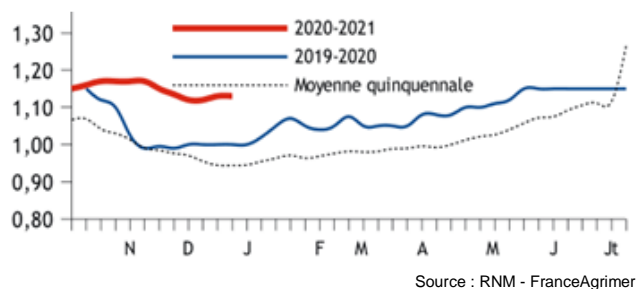
Le secteur de l'horticulture et de la pépinière se trouve très prisé par les Français. L'engouement pour le jardinage semble s'ancre durablement, particulièrement sur le vivier mais aussi l'ornement.

Pomme de table : des prix soutenus dans un contexte de baisse des volumes

Sur la campagne de commercialisation 2020-21, les producteurs de pommes français connaissent la deuxième plus faible récolte de la décennie (baisse de 18 % par rapport à l'an dernier selon l'Association nationale pommes poires). En Pays de la Loire, la production est prévue en retrait de l'ordre de 10 % sur un an.

Au plan national, la baisse dépasse même 30 % pour la variété Golden, ce qui provoque un recul de l'offre française orientée vers la transformation (-20 %) et une hausse de plus de 50 % du prix des pommes destinées à la compote. Face à cette situation, les producteurs craignent une remise en cause des partenariats existants avec les transformateurs (au profit d'une hausse des importations).

Cours de la pomme Golden
(Expédition Val de Loire expédition France 2020-2021,
cat. I – 170/220 g – plateau 1 rang) en € HT/kg



Source : RNM - FranceAgrimer

En pommes fraîches, les pommes « club » et haut de gamme, sont recherchées et certaines variétés et beaux calibres commencent à être plus difficiles à trouver.

Sur les six premiers mois de la campagne 2020-21, les cours moyens sont soutenus : +13 % sur un an pour

la Golden de catégorie 1 (+18 % par rapport à la moyenne quinquennale).

Au niveau de l'export (qui représente 35 % des débouchés de la pomme française), les quantités à destination du Royaume-Uni restent à un bon niveau depuis le Brexit. Vers l'Union européenne, les volumes se sont redressés de 15 % sur un an mais sans retrouver le niveau moyen 2015-19 (-22 %). A l'inverse, les volumes exportés vers les pays tiers fléchissent de 20 % sur un an (-27 % par rapport à la moyenne sur cinq ans). Ils sont en effet impactés par le boycott des pommes françaises au Moyen-Orient (recul de 40 % vers cette destination) et par un stock important dans l'hémisphère sud en début de saison.

Ces pertes de parts de marché posent question sur l'avenir de nos débouchés en cas de récolte normalement abondante.



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 51	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr
Nicolas ROUAULT	Tél. 02 41 18 60 36	Mail : nicolas.rouault@pl.chambagri.fr

